

Convention pour une livraison en gros d'eau potable à usage domestique réciproque entre le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche et la Commune d'AUBENAS

Entre :

- Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, représenté par son Président, Jean PASCAL, agissant ès qualité en vertu d'une délibération du Bureau Syndical en date du et désigné ci-après, le « SEBA »,

et

- La Commune d'AUBENAS, représentée par son Maire, Jean-Pierre CONSTANT, agissant ès qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du..... et désignée ci-après, la « Commune »

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Commune d'AUBENAS, en qualité d'adhérente au SEBA pour la compétence « production et fourniture en gros d'eau potable », dispose d'un débit souscrit de 1 litre/seconde. Cependant elle peut être confrontée, de manière occasionnelle, à une difficulté d'approvisionnement en eau potable à usage domestique nécessitant un débit en secours nettement supérieur.

De son côté le SEBA, pour assurer la livraison d'eau en gros à ses collectivités adhérentes, est intéressée à disposer de différentes ressources pérennes, ce que lui propose la Commune d'AUBENAS.

La proximité du réseau d'adduction d'AUBENAS avec le réseau ossature d'eau potable du SEBA, au niveau du secteur de Ponson, permet de réaliser de façon avantageuse, tant techniquement que financièrement, cette fourniture en eau.

Le SEBA ayant délégué la gestion de son service de production et de distribution d'eau potable, demande à son délégataire, conformément à l'article 4.1 du contrat de délégation du service public de distribution de l'eau potable en date du 20.12.2007, de prendre les dispositions nécessaires pour effectuer cette livraison en eau potable et pour utiliser les ouvrages de l'affermage nécessaires à cette fourniture. Le délégataire est, jusqu'au 31.12.2017, la Société SAUR. La présente convention demeurera valable après le 1^{er} janvier 2018, quel que soit l'exploitant sous la responsabilité du SEBA.

Les parties conviennent donc de définir par la présente convention les modalités techniques et financières de cette livraison réciproque.

ARTICLE 1 - CONDITIONS TECHNIQUES DE LA LIVRAISON

La livraison peut se tenir dans les trois configurations suivantes :

- Pour du secours** : en cas d'incidents ou d'accidents imprévisibles sur le réseau du SEBA ou celui de la Commune, les deux parties rechercheront toutes les possibilités offertes par leur réseau afin d'apporter la meilleure réponse possible aux besoins liés à cette situation ;
- A l'occasion de travaux occasionnels** : ces travaux étant programmés à l'avance (entretien, remplacement d'un organe sur le réseau,...), les deux parties conviendront dans un délai suffisant avant le début des travaux envisagés des modalités pratiques à mettre en œuvre,

Annexe à la délibération n° 5.1 du bureau syndical SEBA du 22 mars 2017

notamment définir le débit nécessaire à la partie demanderesse et la période la plus favorable pour la livraison demandée.

- **Sous la forme d'une livraison permanente** : seul le SEBA pourrait être intéressé par une formule à hauteur de 30 l/s maximum pour répondre à des besoins liés à l'unicité de son réseau ossature Pont-de-Veyrières.

Dans ces 3 configurations, les conditions techniques de la fourniture sont les suivantes :

Mode de livraison :

D'une façon générale :

La livraison s'effectue par le biais de deux postes de livraison selon le schéma joint en annexe 1, d'une part, à partir de la canalisation de Φ 500 mm installée Quartier Boisvignat sur l'ancienne voie ferrée, alimentée par le réseau du SEBA et, d'autre part, à partir de la canalisation de diamètre 350 mm de la Commune, adducteur des réservoirs N°3 et 4. Cette livraison est réalisée selon les principes montrés dans l'annexe 2 jointe à la présente. Elles précisent en outre la propriété des 2 parties, chaque partie assurant la responsabilité, l'entretien, la maintenance et le renouvellement qui découle de sa propriété.

De façon annexe :

Une livraison d'eau peut être effectuée par le réseau de la Commune à partir de la canalisation de diamètre 350 mm vers le réseau du SEBA « antenne ODS » dans le cadre des équipements mis en place en 2003. Il s'agit d'un équipement en place à proximité de l'ouvrage génie civil « poste de livraison Olivier de Serres ». Il contient : 2 vannes de sectionnement, 1 clapet AR, 1 compteur classe C- DN 80, 1 vanne hydraulique avec fonction « mainteneur pression amont et limiteur de débit » et 1 ventouse. Les limites de propriété du réseau de la Commune sont marquées par la bride aval du compteur.

Les canalisations et organes particuliers seront entretenus et renouvelés par la Commune pour la partie amont du compteur + compteur, ou le SEBA en aval de ce compteur.

Comptage :

Tout volume fourni est comptabilisé par l'intermédiaire de débitmètres ou/et de compteurs installés dans chacun des « postes de livraison » respectifs dont l'accès est en tout temps possible aux agents des 2 parties et, le cas échéant, du délégataire.

Les organes de comptage (compteur ou débitmètre) seront d'un type agréé par le Service des Instruments et Mesures. Ils seront installés dans un regard dont l'accès sera en tout temps possible aux agents des 2 parties et du (ou des) délégataire (s).

A la demande de l'une ou l'autre des parties, le dispositif de comptage pourra être déposé et vérifié. Le coût de la dépose, de l'étalonnage et de la repose sera à la charge de la partie qui en aura demandé la vérification.

Pour le poste de livraison SEBA, l'organe de comptage reste la propriété du SEBA. Il sera entretenu et renouvelé par le SEBA ou son délégataire, à ses frais. En cas de renouvellement, les frais de pose seront à la charge du SEBA ou de son délégataire.

Pour les postes de livraison de la Commune d'Aubenas, les mêmes principes s'appliquent.

En cas de dysfonctionnement de l'organe de comptage, les parties conviennent d'estimer le volume à facturer en fonction de l'historique des relevés précédents.

Qualité de l'eau :

Chaque partie s'engage à fournir de l'eau d'une potabilité conforme à la législation en vigueur et devra, sur demande de l'une ou de l'autre et/ou de son délégataire, produire les résultats des analyses relatives au secteur, objet de cette convention.

En aval du point de livraison, la Commune ou le SEBA, et / ou le cas échéant son délégataire, prennent l'entière responsabilité du maintien des critères de la potabilité. Elle (ou il) se charge de la surveillance de la qualité de

l'eau distribuée et des éventuels traitements préventifs nécessaires au maintien de la potabilité.

Si pour cause de pollution, le régime de distribution devait être modifié sur le secteur concerné par la présente convention, la vente d'eau devra l'être dans les mêmes conditions. La Commune ou le SEBA et le cas échéant son délégataire devront en être informés sur le champ. La Commune ou le SEBA et le cas échéant son délégataire s'engagent, sur simple demande, à transmettre immédiatement photocopie de toutes les analyses d'eau déclarées non potables.

ARTICLE 2 – INTERRUPTION DE LA FOURNITURE

Le SEBA et la Commune s'engagent à assurer la fourniture d'eau en continu, sauf en cas de force majeure ou lors d'incidents, travaux ou réparations exigeant une interruption.

Toute interruption sera portée à la connaissance de l'autre partie et le cas échéant du délégataire, dans les plus brefs délais lorsqu'il s'agit d'interruption immédiate et au moins 5 jours à l'avance lorsque l'intervention est programmable.

Chaque partie et le cas échéant le délégataire en informe ses abonnés et prend toutes mesures utiles, pendant ou après les coupures pour réduire les désagréments qui peuvent en résulter.

La Commune ou le SEBA et le cas échéant son délégataire s'engagent à supporter ces interruptions, déclarant à l'avance renoncer à toute action en justice contre l'autre partie et ne réclamer aucune indemnité.

Dans le cas où des circonstances quelconques conduiraient à des restrictions de consommation, les abonnés concernés supporteraient les mêmes contraintes que celles imposées aux abonnés de l'autre partie.

En cas de pénurie d'eau constatée par l'un ou l'autre des parties, et en cas d'impossibilité d'y remédier, la fourniture d'eau devra être réduite en priorité, voire suspendue.

ARTICLE 3 - PRIX DE VENTE DE L'EAU EN GROS

A) Pour la livraison du SEBA au bénéfice de la Commune :

Le tarif pratiqué sera celui en vigueur au SEBA dans la limite des dispositions réglementaires en vigueur, ce tarif comportant une part fixe et une part variable.

La part fixe est constituée de la contribution statutaire pour la livraison d'un litre / seconde, selon les conditions fixées par le comité syndical du SEBA, dans lequel les représentants de la Commune ont voix délibérative. A celle-ci s'ajoute la part fixe au profit de l'exploitation (délégataire ou autre) conformément au contrat de délégation de service public ou aux tarifs fixés par le comité syndical.

La part variable correspond au tarif pratiqué par le SEBA pour ses abonnés, à laquelle s'ajoute le cas échéant la part de l'exploitant, ainsi que les redevances et taxes qui leur sont attachées (redevances de l'Agence de l'Eau, T.V.A., etc.).

B) Pour la livraison de la Commune au SEBA :

Le prix appliqué par la Commune est celui fixé par délibération du Conseil Municipal pour la vente d'eau aux Communes extérieures, pouvant comprendre à la fois une part fixe et une part variable, ainsi que les redevances et taxes qui y sont attachées.

ARTICLE 4 – RELEVÉ, FACTURATION ET REGLEMENT

La Commune, le SEBA ou son délégataire procéderont 2 fois par an au relevé des compteurs concernés par cette convention et les parties s'adresseront chaque semestre une facture détaillée correspondant à la quantité d'eau potable effectivement comptabilisée.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet dès qu'elle aura été rendue exécutoire et se termine le 31 décembre 2040.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements objets de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 60 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE REVISION

Les dispositions de la présente convention pourront être revues, à la demande de l'une ou l'autre des parties, si les conditions techniques et/ou économiques de la livraison venaient à changer de façon notable, ou en cas de variations importantes des besoins des parties ou encore d'une situation exceptionnelle.

ARTICLE 7 – LITIGES

Les litiges et contestations qui pourraient s'élever sur l'application des clauses de la présente convention seront du ressort du Tribunal Administratif de Lyon.

Fait en trois exemplaires originaux,

A Largentière, le

A Aubenas, le